

Perspective

REVUE D'ANALYSE ÉCONOMIQUE

Volume 17 / Printemps 2007

**Dualité économique Québec-Montréal
Québec a gagné le dernier round**

**Québec-Montréal, Montréal-Québec :
même combat ?**



Desjardins
Études économiques



MOUVEMENT DES CAISSES DESJARDINS



Desjardins
Études économiques

Vice-présidence Études économiques, MCD
Tél. : 418 835-2450 ou 1 866 835-8444, poste 2450
Télécopieur : 418 835-3705
Courriel : desjardins.economie@desjardins.com
Internet : www.desjardins.com/economie

Première vice-présidence exécutive
Direction financière
du Mouvement des caisses Desjardins

NOTE AUX LECTEURS : Pour respecter l'usage recommandé par l'Office de la langue française, nous employons dans les textes et les tableaux les symboles **M** et **G** pour désigner respectivement les millions et les milliards de dollars.

MISE EN GARDE : Les opinions ou prévisions figurant dans ce document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas les opinions de toute autre personne ou la position officielle du Mouvement des caisses Desjardins. Cette publication est basée sur l'information disponible en date du 1^{er} mai 2007.

COLLABORATEURS PRINCIPAUX

Vice-président et économiste en chef
François Dupuis
514 281-2336
francois.dupuis@desjardins.com

Économiste principale
Responsable du document
Joëlle Noreau
418 835-8444, poste 3764
joelle.noreau@desjardins.com

Économiste
Hélène Bégin
418 835-8444, poste 2850
helene.begin@desjardins.com

Économiste
Mathieu D'Anjou
418 835-8444, poste 8571
mathieu.d'anjou@desjardins.com

Économiste
Louis Gagnon
418 835-8444, poste 8475
louis.gagnon@desjardins.com

AUTRES COLLABORATEURS

Révision journalistique
Micheline Piché
Vice-présidence Communications et Affaires publiques

Commis spécialisée à l'édition
Danielle Proulx

TABLE DES MATIÈRES

ÉDITORIAL

Croissance économique – Montréal vacille, Québec brille – Est-ce pour longtemps ?	3
LE POINT SUR LE QUÉBEC	
Québec : le ralentissement économique culminera en 2007	4
LE POINT SUR L'ONTARIO	
Les difficultés de l'économie ontarienne se poursuivront cette année	6
DOSSIER : PORTRAIT	
Dualité économique Québec-Montréal - Québec a gagné le dernier round	7
DOSSIER : ENJEUX	
Québec-Montréal, Montréal-Québec : même combat ?	13
VITRINE INTERPROVINCIALE	
Comment se positionnent Montréal et Québec par rapport aux grandes villes du pays ?	19
TABLEAUX DE PRÉVISIONS	
Principaux indicateurs économiques – Canada/Québec/Ontario/Principaux indicateurs financiers	21

Par : François Dupuis
Vice-président et
économiste en chef

ÉDITORIAL

Les Études économiques ont le plaisir de vous présenter le nouveau visage de *En Perspective*. D'un bulletin publié 10 fois l'an, *En perspective* est renommé *Perspective* et devient la revue d'analyse économique trimestrielle du Mouvement Desjardins. Dorénavant, *Perspective* mettra davantage l'accent sur les secteurs et les régions, comme en témoigne ce premier numéro consacré principalement au tandem Québec-Montréal.

Croissance économique Montréal vacille, Québec brille - Est-ce pour longtemps ?

Depuis le début de la décennie, la croissance économique de la région métropolitaine de Québec a largement devancé celle de la métropole. Qu'est-ce qui, sur le plan économique, a fait la différence ? Pourquoi un pôle d'attraction comme Montréal et sa région immédiate n'a-t-il connu qu'une croissance modérée, alors que la capitale est littéralement passée en mode turbo ? Le succès de Québec est-il solide ? Montréal peut-elle redorer son blason ? À quelles conditions ? Comment se comparent ces deux villes en regard des autres villes canadiennes ? C'est à ces questions que nous avons tenté de répondre dans ce numéro de *Perspective*.

Montréal a encaissé de nombreux contrecoups ces dernières années. La déconfiture du secteur manufacturier a pesé lourd dans son bilan. La frénésie du marché immobilier a accéléré la migration vers la couronne nord et sud de l'Île. La fiscalité et les problèmes sociaux liés à la pauvreté chronique en ont rebuté plus d'un. Les querelles municipales ont entretenu un climat acrimonieux et ont trouvé un fort écho du côté des médias. Les projets d'envergure n'ont pas encore réussi à décoller faute de consensus et de moyens.

En parallèle, à l'autre extrémité de l'autoroute 20, la volonté affirmée et maintes fois répétée de diversifier la structure économique de la région de Québec a porté ses fruits après plus de quinze ans d'efforts. De plus, la fin des compressions budgétaires, en vue de l'atteinte du déficit zéro, au tournant de l'an 2000, a enlevé un boulet. Le dynamisme des institutions financières, tout particulièrement les sociétés d'assurances, a généré des emplois rémunérateurs et en quantité. Les efforts concertés des différents acteurs économiques ont permis de propulser l'économie. Très souvent, le succès appelle le succès et la création d'emplois a attiré des travailleurs des autres régions, ce qui a permis de répondre aux besoins des entreprises qui souhaitaient embaucher.

La région métropolitaine de Québec s'est classée troisième parmi les six plus grands centres urbains au Canada, tout juste derrière Calgary et Vancouver, en ce qui a trait à la croissance du PIB réel, de 2001 à 2006. C'est dans la région de Québec que le PIB réel par habitant a progressé le plus rapidement au Canada durant la même période.

Combien de temps cette cadence pourra-t-elle se maintenir ? En fait, les facteurs qui ont propulsé la région de Québec seront moins présents au cours des prochaines années. Comme à Montréal, le secteur de la construction résidentielle ralentira la cadence. Le vieillissement de la population et la réduction éventuelle de la taille de la fonction publique mineront le potentiel de croissance. Cependant, la constitution d'une liste de projets prioritaires pour la région pourrait soutenir une croissance intéressante pour les prochaines années.

À Montréal, il faudra davantage que des investissements dans les infrastructures, bien qu'ils soient nécessaires, pour afficher une progression comparable à celle de Québec. D'ici les cinq prochaines années, on sait d'ores et déjà que la prospérité ne s'appuiera pas sur le secteur manufacturier ni sur l'immobilier, qui connaîtra une décélération. Néanmoins, la région a besoin de succès pour éviter de perdre encore plus de terrain. On a vu Toronto et Québec se doter de stratégies permettant d'afficher des réalisations fructueuses à brève échéance en regroupant leurs forces autour de projets très concrets. Est-ce une formule inspirante pour Montréal ? De nombreux éléments auront un poids négatif sur la région. Cependant, le regroupement des forces pourrait faire la différence entre faire partie du peloton ou le regarder passer.

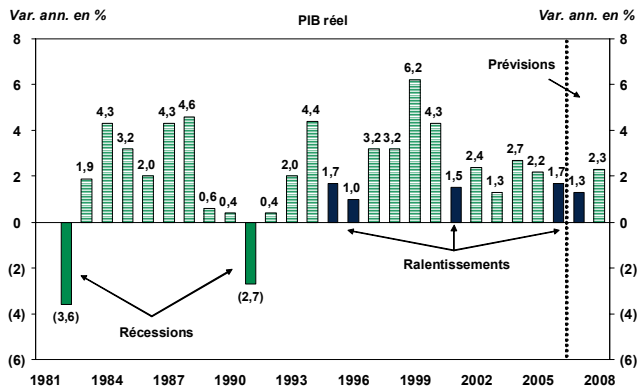
Par : *Hélène Bégin*
Economiste

LE POINT SUR LE QUÉBEC

Le ralentissement économique culminera en 2007

La décélération de l'économie québécoise, amorcée depuis deux ans déjà, sera encore plus manifeste en 2007. La progression du PIB réel fléchira à 1,3 % cette année, un rythme inférieur à celui de 1,7 %, observé en 2006. De nombreuses embûches continueront de ralentir l'économie québécoise : la force du dollar canadien, le niveau élevé des prix de l'énergie, la concurrence mondiale toujours plus vive et, finalement, la remontée des taux directeurs de la Banque du Canada depuis la mi-2005. La perte de vitesse de l'économie américaine, qui sera plus intense au premier semestre, constituera une entrave supplémentaire à la croissance économique du Québec en 2007. Les exportations internationales, qui ont perdu de la vitesse tout au long de 2006, devraient fléchir, ce qui contribuera à accentuer le déficit commercial de la province. L'économie interne restera cependant soutenue, appuyée par les dépenses de consommation, les investissements des entreprises et les dépenses publiques. Le secteur résidentiel affichera quant à lui un troisième recul annuel consécutif.

Graphique 1 – Québec : un ralentissement économique semblable à 1995 et 2001

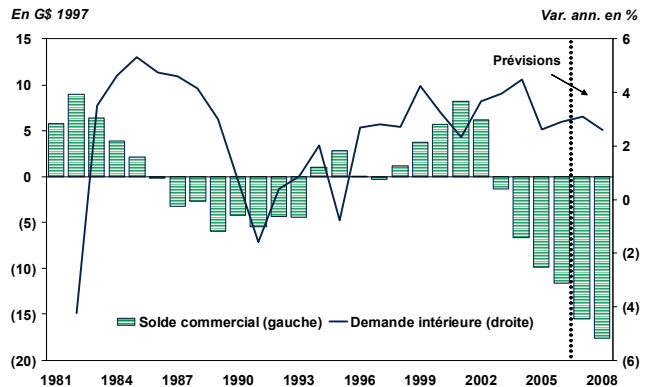


SOURCES : STATISTIQUE CANADA, ISQ ET DESJARDINS, ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Compte tenu de la vitalité de la demande intérieure, les probabilités de récession demeurent pour l'instant limitées au Québec, soit environ 25 %. L'ampleur du ralentissement aux États-Unis sera décisive pour notre économie. Tant que le risque de récession ne sera pas écarté au sud de la frontière, le Québec ne sera pas complètement à l'abri. Toutefois, le ralentissement économique actuel devrait ressembler à celui de 1995 et de 2001. La progression du PIB réel se situait alors entre 1 % et 1,5 %, un manque de vigueur qui fut d'ailleurs de courte durée. Cette fois-ci également, le redressement de l'économie du Québec ne devrait pas tarder. Ainsi, après un premier semestre difficile, la relance sera plus décisive à mesure que l'économie américaine reprendra des forces. Les exportations se redresseront graduellement, ce qui aura ainsi

un effet vivifiant sur la croissance du PIB réel, qui devrait rebondir à 2,3 % en 2008, après avoir atteint le creux du présent cycle en 2007 (1,3 %). Les récents résultats de l'Indice précurseur Desjardins, qui s'est raffermi pour un cinquième mois consécutif en février, pointent d'ailleurs dans cette direction. La tendance positive laisse en effet présager une accélération de l'activité économique à compter de l'été 2007.

Graphique 2 – Québec : le déficit commercial freine l'économie... mais l'économie interne demeure robuste



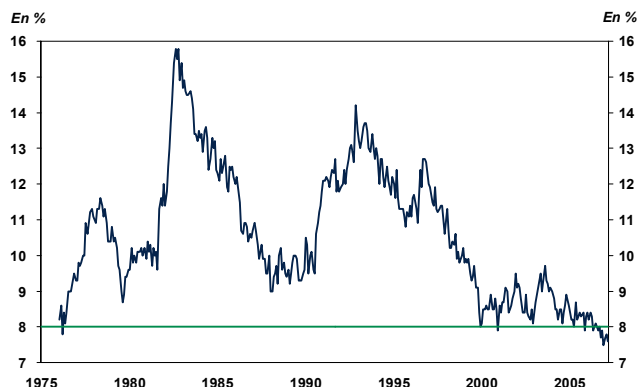
SOURCES : ISQ ET DESJARDINS, ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Comme le Québec doit conjuguer avec un lourd déficit commercial, la progression du PIB réel reposera essentiellement sur la demande intérieure. Celle-ci devrait tenir le coup, notamment grâce à l'appui des consommateurs qui comptent à eux seuls pour 60 % de l'économie du Québec. Le climat est d'ailleurs favorable à cet égard : la confiance des ménages est historiquement élevée, la remontée des taux d'intérêt directeurs depuis la mi-2005 a été de faible amplitude, tandis que le taux de chômage, en deçà de 8 %, a touché le creux des trente dernières années. Les mises à pied dans le secteur manufacturier, notamment dans le secteur forestier, continueront de ralentir la progression de l'emploi. À ce chapitre, les gains se limiteront à 45 000 cette année, mais seront plus importants l'an prochain (55 000 postes), lorsque l'économie reprendra son véritable envol.

L'ÉQUITÉ SALARIALE STIMULERA LA CONSOMMATION

Les ajustements relatifs à l'équité salariale permettront à la consommation de maintenir un bon rythme. Le gouvernement du Québec a déjà versé à la fin mars un paiement rétroactif de près de deux milliards de dollars, qui s'ajoutera à une bonification moyenne des salaires de 6,5 %, en 2007, pour les employés touchés par l'équité salariale. Environ le tiers du paiement forfaitaire sera à son tour dépensé, ce qui rehaussera la consommation cette année. Bien que ces sommes

Graphique 3 – Québec : le taux de chômage sous les 8 %, un creux en trente ans



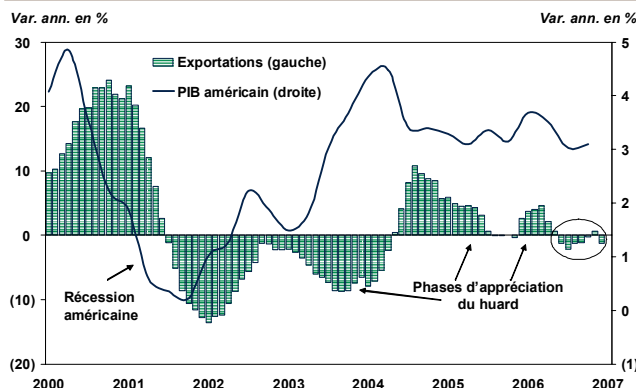
SOURCES STATISTIQUE CANADA ET DESJARDINS, ÉTUDES ÉCONOMIQUES

accordées dans le cadre de l'équité salariale ne touchent qu'une partie des employés de l'État, l'ampleur des montants en jeu gonflera les revenus après impôts des particuliers en 2007. L'augmentation du revenu disponible après inflation s'accroîtra de 3,1 % en 2006, à près de 4,2 % en 2007.

LES EXPORTATIONS INTERNATIONALES FLÉCHIRONT

Les expéditions de biens vers d'autres pays se sont essouffées au fil de 2006. Après avoir augmenté de 4,7 % en termes réels en 2005, un mince gain de 0,5 % est survenu l'an passé. Un recul des exportations internationales pourrait survenir cette année en raison de la baisse de régime de l'économie américaine et de l'appréciation du huard au-dessus des 0,85 \$ US. Les exportations vers les États-Unis, qui ont déjà commencé à fléchir, devraient se détériorer davantage au premier semestre de 2007. L'ampleur de la baisse sera toutefois moindre que celle enregistrée en 2001, au moment de la dernière récession au sud de la frontière. Le déficit du commerce extérieur, qui a atteint un niveau record 11,6 milliards en 2006, risque donc de s'amplifier davantage, à court terme, ce qui limitera la croissance économique du Québec.

Graphique 4 – Québec : exportations de biens vers les États-Unis : la baisse est amorcée

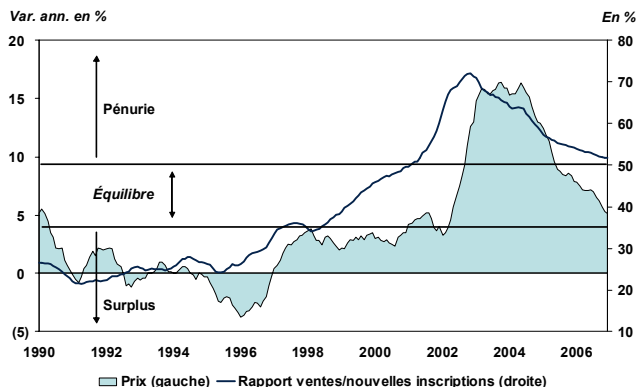


SOURCES DATASTREAM, ISQ ET DESJARDINS, ÉTUDES ÉCONOMIQUES

LE SECTEUR RÉSIDENTIEL PERDRA DE L'ALTITUDE

L'atterrissage en douceur du marché de l'habitation se poursuivra en 2007 et en 2008. Notre prévision table sur 43 000 nouveaux logements cette année et 38 000 l'an prochain, comparativement à 47 877 unités en 2006. Le retour graduel vers l'équilibre, à la fois du marché locatif et de la revente, apaisera davantage la construction neuve. Bien que les ventes de maisons existantes tardent à s'affaiblir, la pression s'atténue progressivement en raison de l'augmentation du nombre de propriétés à vendre. Le marché est pratiquement équilibré, de sorte que les hausses de prix avoisineront 2,5 % cette année et l'an prochain. Voilà qui tranche avec les augmentations annuelles supérieures à 10 % survenues de 2002 à 2004.

Graphique 5 – Québec : le marché de la revente revient vers l'équilibre, les hausses de prix s'apaisent



SOURCES ACI ET DESJARDINS, ÉTUDES ÉCONOMIQUES

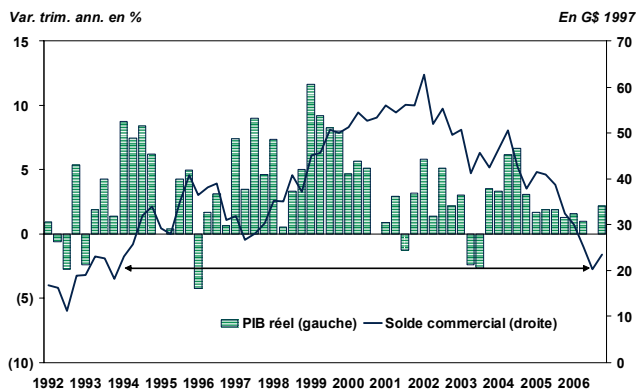
Par : Mathieu D'Anjou
Economiste

LE POINT SUR L'ONTARIO

Les difficultés de l'économie ontarienne se poursuivront cette année

L'économie ontarienne connaît actuellement des moments très difficiles. Les bouleversements des dernières années, particulièrement l'appréciation du dollar canadien, les difficultés du secteur automobile, la poussée des prix des matières premières et l'accroissement de la concurrence internationale ont frappé de plein fouet le secteur manufacturier et entraîné une chute du surplus commercial. Malgré une économie intérieure relativement vigoureuse, la croissance du PIB réel n'a ainsi été que de 1,9 % en 2006, et nous prévoyons que les résultats seront encore plus faibles cette année.

Graphique 6 – Ontario : la chute du solde commercial freine le PIB réel

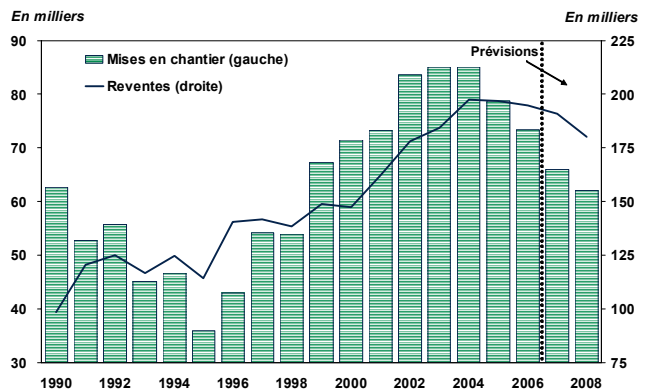


SOURCES : MINISTÈRE DES FINANCES DE L'ONTARIO ET DESJARDINS, ÉTUDES ÉCONOMIQUES

LA PRINCIPALE SOURCE DE CROISSANCE SERA LA CONSOMMATION

L'accroissement soutenu des dépenses des ménages a permis à l'économie ontarienne d'éviter un ralentissement plus marqué et même une récession au cours des dernières années. Après une courte pause au début de 2007, tout indique que la consommation demeurera la principale source de croissance économique au fil des prochaines années. L'évolution récente des facteurs fondamentaux qui influencent les dépenses des ménages est très encourageante. Malgré l'accumulation des mises à pied dans le secteur manufacturier, la création d'emplois est étonnamment forte depuis le commencement de l'année, puisque les entreprises œuvrant dans le secteur des services ont procédé à de nombreuses embauches. Le revenu personnel a aussi connu un regain de vigueur depuis quelque temps. Finalement, la confiance des ménages demeure élevée. Bien que la progression de l'emploi et des revenus soit appelée à se modérer au cours des prochains mois, le contexte économique demeurera favorable à une augmentation soutenue des achats des ménages en 2007 et 2008.

Graphique 7 – Ontario : le ralentissement du marché de l'habitation se poursuivra

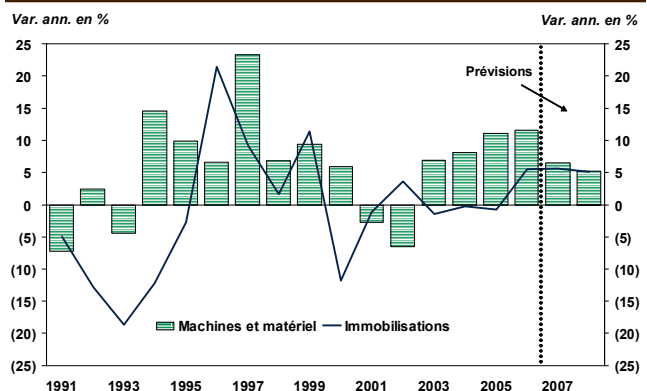


SOURCES : SCHL, ACI ET DESJARDINS, ÉTUDES ÉCONOMIQUES

LES INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES PROGRESSERONT MALGRÉ TOUT

Les défis sont nombreux pour les entreprises. Le secteur manufacturier, en particulier, connaît une récession depuis plusieurs trimestres, qui a été amplifiée récemment par les problèmes de l'industrie automobile. Les prochains mois s'annoncent tout aussi difficiles pour les fabricants, qui subiront le ralentissement temporaire de l'économie américaine. La reprise progressive de l'activité aux États-Unis et la mise en fonction de la nouvelle usine de Toyota devraient permettre au secteur industriel de sortir de son marasme en 2008. Les entreprises auront alors eu le temps de s'adapter à la poussée du dollar canadien et aux prix élevés des matières premières. Malgré le contexte difficile, les entreprises continueront d'augmenter leurs investissements à un bon rythme au cours des prochaines années. Après quelques années de hausses soutenues, la croissance des achats de machines et de matériel ralentira quelque peu, mais elle demeurera supérieure à 5 %.

Graphique 8 – Ontario : l'investissement des entreprises demeurera soutenu



SOURCES : MINISTÈRE DES FINANCES DE L'ONTARIO ET DESJARDINS, ÉTUDES ÉCONOMIQUES

DOSSIER : PORTRAIT

Dualité économique Québec-Montréal Québec a gagné le dernier round

Par : Hélène Bégin
et Joëlle Noreau
Économistes
avec la collaboration de
Louis Gagnon
Économiste

Depuis 2001, l'agglomération de Québec devance nettement celle de Montréal sur le plan économique. La capitale se démarque à plusieurs égards, mais la diminution du taux de chômage, qui s'établit à près des 5 %, une situation qui s'approche du plein emploi, parle d'elle-même. La progression du PIB réel y avoisine les 3 % tandis que la métropole a peine à rejoindre les 2 % depuis cinq ans. Quel est donc le secret de cette réussite dans la capitale ? Comment expliquer la léthargie de Montréal ?

En 2006, la région métropolitaine de recensement (RMR) de Québec a même connu une croissance de 2,9 %, soit la meilleure performance des principales villes du pays en dehors de l'Ouest canadien. Au même moment, Montréal essuyait ses pires résultats depuis le tournant de la décennie. La hausse du PIB réel s'est limitée à seulement 1,6 % en 2006, sous le poids des difficultés du secteur manufacturier. Au-delà d'une année décevante sur le plan économique, la contre-performance de Montréal depuis cinq ans semble bel et bien signaler des problèmes de fond. Voilà qui tranche avec le récent succès économique de Québec.

Plusieurs facteurs sont à l'origine du boum économique des années 2000 à Québec. Le virage technologique a évidemment marqué un point tournant. Ce nouveau pôle de croissance a favorisé la diversification de la structure industrielle tout en réduisant la dépendance de l'économie à l'égard de la fonction publique. L'administration publique reste toutefois un acteur de taille puisqu'il emploie plus de 10 % de la population de la RMR de Québec. D'ailleurs, la fin des compressions budgétaires du gouvernement provincial, dans la foulée de l'atteinte du déficit zéro à la fin des années 1990, a aidé à la région à prendre son véritable envol. L'essor de l'industrie financière, notamment celle des assurances, qui n'a cessé de prendre de l'expansion, figure aussi parmi les facteurs qui ont stimulé la région de Québec sur le plan économique. Finalement, la croissance démographique s'est accélérée grâce à

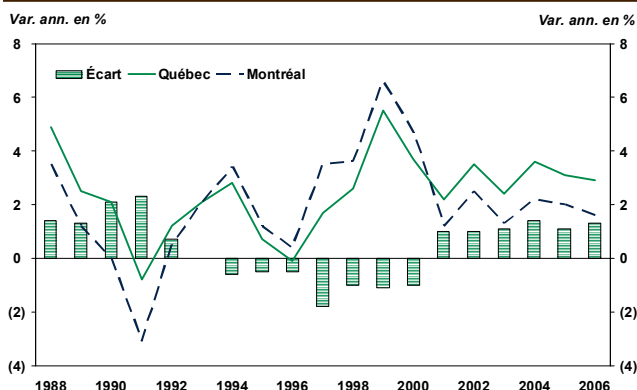
l'afflux de population en provenance d'autres régions de la province, favorisant ainsi le dynamisme de l'agglomération de Québec. Ces principaux points d'appui, jumelés à la volonté et à la concertation des décideurs économiques, ont permis à la RMR de Québec d'exceller depuis le début de la décennie, distançant ainsi la grande région de Montréal

PLUSIEURS ÉLÉMENTS ONT FREINÉ MONTRÉAL

Pourtant, des efforts de diversification ont aussi été mis de l'avant à Montréal, par exemple le soutien au développement de l'industrie des TIC (technologies de l'information et des communications). Il suffit de penser à l'effervescence dans le domaine du multimédia, dont la percée mondiale dans l'industrie du jeu vidéo, pour illustrer qu'un virage a été pris dans certains domaines. Plusieurs éléments sont toutefois venus freiner l'économie montréalaise. Les difficultés du secteur manufacturier, provoquées en outre par l'appréciation fulgurante du huard et l'intensification de la concurrence internationale, ont davantage touché la métropole que la Capitale-Nationale. Comme le secteur manufacturier pesait plus lourd à Montréal qu'à Québec au début de la décennie, la première a encaissé plus difficilement les contrecoups. De plus, le tissu industriel de Montréal, où se concentrent certaines industries en déclin comme le textile et le vêtement, a désavantagé la métropole sur le plan économique. Finalement, l'éclatement de la bulle « techno » au tournant du siècle a eu davantage de répercussions négatives dans la métropole. Bien que Montréal ait eu plus que sa part de difficultés économiques dernièrement, il importe de déterminer si la vapeur peut être renversée. Le dossier en page 13 apporte un éclairage à cet égard.

Par ailleurs, les années 2000 ont été marquées par un affaiblissement de la croissance démographique à Montréal. Alors que la population augmentait de 1 % en 2001, le rythme de progression s'est graduellement affaibli pour atteindre 0,8 % l'an dernier. Comme la croissance économique est habituellement tributaire de la démographie, une augmentation moins rapide de la population n'a certainement pas été favorable pour l'économie montréalaise. Tandis que la situation démographique se détériorait dans la métropole, les choses s'amélioraient à Québec, ce qui a eu, à l'inverse, un effet bénéfique sur son économie.

Graphique 9 – Croissance du PIB réel : Québec devance Montréal depuis 2001



SOURCES : CONFERENCE BOARD DU CANADA ET DESJARDINS, ÉTUDES ÉCONOMIQUES

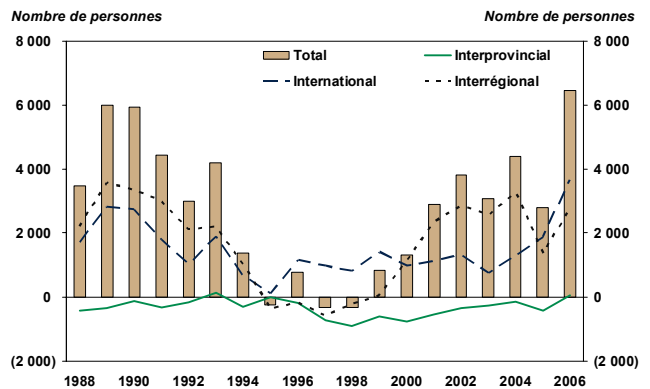
LA DÉMOGRAPHIE A STIMULÉ L'ÉCONOMIE DE QUÉBEC

Si la croissance économique repose sur celle de la population, cette dernière dépend à son tour de la natalité et de l'immigration. Or, le taux de natalité est resté pratiquement stable depuis 2001 à Québec et à Montréal. Le solde migratoire est donc de plus en plus déterminant pour la croissance démographique. Il correspond au nombre de personnes venues s'établir dans une région en retranchant le nombre de personnes qui l'ont quittée. Le bilan migratoire total tient compte à la fois des déplacements internationaux, interprovinciaux et interrégionaux. À ce chapitre, deux tendances inverses ont touché Montréal et Québec depuis le début de la décennie, et ce sont les déplacements à l'intérieur même de la province qui ont fait la différence.

À l'échelle régionale, la RMR de Montréal a souffert du phénomène d'étalement de la population vers sa périphérie. La flambée des prix des propriétés, qui a incité plusieurs citoyens à s'éloigner de la région immédiate de la métropole, y est sûrement pour quelque chose. Par exemple, le prix moyen d'une maison unifamiliale excède désormais 300 000 \$ sur l'Île, par rapport à moins de 185 000 \$ au début de la décennie. Cette érosion de Montréal sur le plan migratoire s'est donc faite au profit des banlieues plus éloignées, notamment celles situées dans Lanaudière et les Laurentides, où la croissance démographique a explosé ces dernières années. La progression supérieure de l'emploi dans certaines régions périphériques de l'Île a probablement aussi contribué à l'étalement urbain de Montréal.

À l'inverse, l'embellie démographique de Québec est survenue grâce à l'afflux de population en provenance d'autres régions de la province, notamment celles situées plus à l'est. Ainsi, le solde migratoire total qui était nul à la fin des années 1990 a connu une forte progression pour atteindre plus de 6 000 personnes en 2006. Les prochaines années risquent toutefois d'être moins favorables puisque les plus importantes cohortes de jeunes de la périphérie est du Québec ont déjà quitté pour venir s'établir dans la Capitale-Nationale. Déjà, en

Graphique 11 – Québec : l'afflux de population des régions périphériques a gonflé le solde migratoire



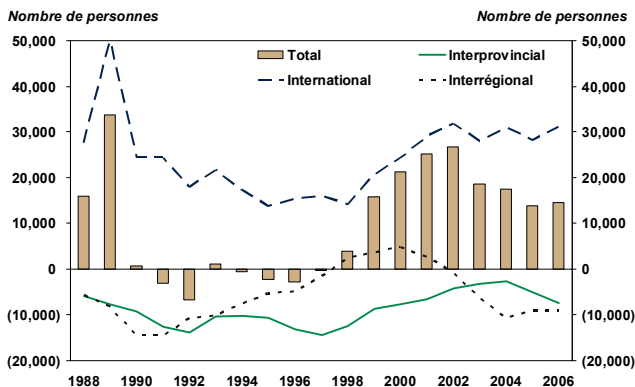
SOURCES : CONFERENCE BOARD DU CANADA ET DESJARDINS, ÉTUDES ÉCONOMIQUES

2007, les gains nets de population à l'égard des autres régions devraient fléchir à près de 2 000 personnes. La croissance démographique de Québec devrait donc s'estomper au fil des prochaines années et sa vitalité économique s'en ressentira inévitablement.

UN MARCHÉ DU TRAVAIL À DEUX VITESSES

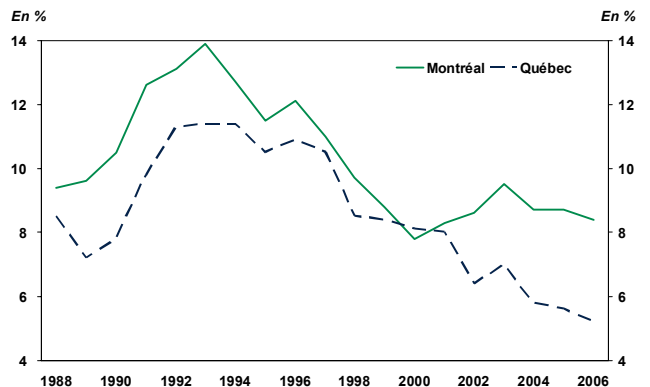
La performance exemplaire du marché du travail au cours des dernières années, à Québec, a certainement contribué à attirer des gens de l'extérieur. En effet, le taux de chômage, qui excédait les 10 % il y a dix ans, a fondu de moitié pour atteindre 5,2 % en 2006. À l'inverse, le taux de chômage a stagné légèrement au-dessus de 8 % à Montréal depuis le début de la décennie. La croissance plus rapide de l'emploi à Québec explique ce résultat. D'ailleurs, le taux d'emploi, qui représente plus fidèlement le pourcentage de gens au travail, révèle le même portrait de la situation. Le taux d'emploi a augmenté plus vite à Québec depuis 2001, devançant même celui de Montréal, pour atteindre respectivement 62,9 % et 61,8 % en 2006. La métropole a sévèrement subi les difficultés du secteur manufacturier, avec une baisse de 15 % des effectifs depuis cinq ans, ce qui tranche avec le gain de près de 25 %

Graphique 10 – Montréal : le solde migratoire s'est détérioré depuis 2001



SOURCES : CONFERENCE BOARD DU CANADA ET DESJARDINS, ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Graphique 12 – Taux de chômage : Québec désormais au plein emploi : stagnation à Montréal depuis 2001



SOURCES : CONFERENCE BOARD DU CANADA ET DESJARDINS, ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Tableau 1
Sommaire de l'évolution 2001-2006

	<i>RMR* Québec</i>	<i>RMR Montréal</i>
Croissance du PIB réel (2001-2006)	16,5 %	10,0 %
PIB réel par habitant		
Évolution 2001-2006 en %	12,2 %	5,2 %
Niveau \$ en 2006	30 866 \$	30 536 \$
Croissance de l'emploi (2001-2006)	11,2 %	9,2 %
Taux de chômage (2006)	5,2 %	8,4 %
RPD par habitant (2006p)		
Évolution 2001-2006p en %	23,1 %	18,1 %
Niveau \$ en 2006p	26 051 \$	24 973 \$

* Région métropolitaine de recensement

p : prévisions

SOURCES STATISTIQUE CANADA, ISQ, CONFERENCE BOARD ET DESJARDINS, ÉTUDES ÉCONOMIQUES 

pour Québec. Dans le secteur des services, la perte de plusieurs sièges sociaux à Montréal a laissé des traces. En 2005, il y restait 536 sièges sociaux d'entreprises canadiennes, soit 10 % de moins qu'en 1999.

QUÉBEC EST-ELLE GAGNANTE SUR TOUTE LA LIGNE ?

Si la région métropolitaine de Québec a dominé en matière de croissance de l'emploi et du PIB depuis le début de la décennie, elle n'est pas nécessairement gagnante à tous les chapitres. Quelques indicateurs économiques supplémentaires, de nature moins conventionnelle, permettent de nuancer le diagnostic et d'éclairer les pronostics.

L'INDICE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE : LA RÉGION DE QUÉBEC DEMEURE EN AVANCE

Le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE) a publié l'an dernier des indices de développement économique pour les régions administratives qui viennent corroborer l'analyse que nous avons effectuée auprès des régions métropolitaines de Québec et de Montréal. Bien que de tels indices ne soient pas disponibles pour les

régions métropolitaines, on constate que l'indice de la Capitale-Nationale est supérieur à ceux de Montréal (Île), de Laval, de Lanaudière, des Laurentides et de la Montérégie. Notons toutefois qu'en 2005, à l'exception des Laurentides, l'ensemble de ces régions affiche un niveau supérieur à la moyenne provinciale (moyenne du Québec = 100). L'indice de développement du MDEIE compte six indicateurs qui sont : l'évolution annuelle de la population, la proportion de la population en âge de travailler (15 ans et plus), le taux d'emploi

de la population âgée de 15 ans et plus, le revenu d'emploi par habitant, la proportion du revenu personnel qui provient des transferts des gouvernements et la proportion de la population active de 15 ans et plus possédant une scolarité postsecondaire. De 2001 à 2006, l'évolution de la population et de l'emploi a été plus rapide à Québec, ce qui a favorisé la région. Toutefois, la progression de ces différents paramètres pourrait suivre une tangente différente au cours des prochaines années. Si le vieillissement de la population s'accroît davantage à Québec qu'à Montréal et que le rythme de création d'emplois est plus vigoureux dans la métropole que dans la capitale, la tendance pourrait s'inverser. Pour le moment, l'avance de Québec ne semble pas le fait d'un feu de paille attribuable uniquement à une comparaison de deux années (2001 et 2005). L'indice de la Capitale-Nationale demeure supérieur pour chaque année comprise entre 2002 et 2005. Ce diagnostic concorde donc avec celui que nous avons présenté précédemment dans le texte.

Tableau 2
Progression des indices de développement

Régions administratives*	1996	2001	2002	2003	2004	2005
Capitale-Nationale	103,7	102,1	104,7	104,0	103,6	105,6
Chaudière-Appalaches	97,1	98,4	98,2	98,0	97,8	100,8
Montréal	101,4	104,3	103,4	102,4	102,8	102,1
Laval	104,5	101,3	99,6	101,0	99,0	100,2
Montérégie	101,3	101,9	102,3	102,1	102,2	100,4
Lanaudière	100,0	99,0	100,2	102,0	101,7	103,0
Laurentides	103,1	100,9	100,0	101,9	102,8	99,8
Le Québec	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

* Régions centrales et périphériques à la capitale et à la métropole

SOURCE MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'INNOVATION ET DE L'EXPORTATION 

LE RAPPORT DE DÉPENDANCE DÉMOGRAPHIQUE : SI QUÉBEC A GAGNÉ RÉCEMMENT, ELLE PERDRA DU TERRAIN ÉVENTUELLEMENT

Le rapport de dépendance démographique, qui nous permet de mesurer le poids du fardeau démographique des personnes de 0 à 19 ans et de 65 ans et plus par rapport aux personnes en âge de travailler (de 20 à 64 ans), est révélateur. D'une part, on observe qu'en 2006, il était légèrement plus élevé à Montréal (56,6 %) que dans la RMR de Québec (52,6 %) (voir tableau 3). Toutefois, dans une région comme dans l'autre, ce rapport est appelé à croître. Selon les projections de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), le taux de dépendance de Québec pourrait rejoindre celui de Montréal et de la moyenne québécoise entre 2014 et 2016, ce qui le situerait autour de 60 %. À la lumière de ces chiffres, quelques conclusions peuvent être tirées. D'une part, l'avance de la RMR de Québec n'est que temporaire. D'autre part, à moins d'un revirement des tendances démographiques actuelles ou si les entreprises ne changent pas leur mode d'organisation pour produire plus avec moins de personnel, l'économie de la région de Québec pourrait subir plus hâtivement que celle de Montréal des difficultés de recrutement de la main-d'œuvre. À ces problèmes pourraient se greffer une cadence moins élevée de la consommation et un développement moins rapide des entreprises à compter du milieu de la prochaine décennie.

Tableau 3
Rapport de dépendance démographique Québec en avance... pour combien de temps ?

	RMR* Québec	RMR Montréal
1986	56,2 %	54,8 %
1991	55,6 %	56,0 %
1996	55,8 %	58,6 %
2001	53,4 %	57,5 %
2006	52,6 %	56,6 %

Rapport de dépendance démographique :
0 à 19 ans + 65 ans et plus / 20-64 ans X 100

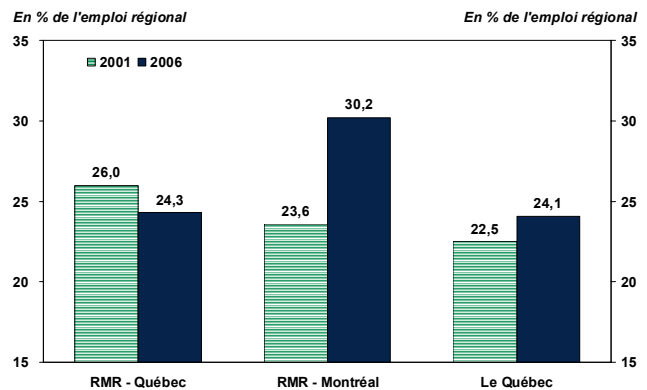
* Région métropolitaine de recensement

SOURCES ISQ ET DESJARDINS, ÉTUDES ÉCONOMIQUES

L'EMPLOI DANS LES SERVICES MOTEURS : MONTRÉAL EST EN AVANCE...

Les services « moteurs » regroupent les services financiers, les services professionnels et administratifs, le commerce de gros et l'information, la culture et les loisirs. Ils offrent généralement une rémunération supérieure à la moyenne des emplois au Québec. En 2006, cette catégorie comptait pour environ 24,3 % de l'emploi total dans la RMR de Québec, alors qu'elle représentait 30,2 % de tout l'emploi de la RMR de Montréal. Fait à noter : l'importance relative de l'emploi dans les services moteurs a légèrement diminué dans la RMR de Québec (de 26,0 % à 24,3 %) entre 2001 et 2006, alors qu'il s'est accru de 23,6 % à 30,2 % à Montréal, et ce, malgré la réduction du nombre de sièges sociaux. Il est intéressant de noter que l'importance relative des services moteurs s'est légèrement accrue dans l'ensemble du Québec durant la période de 2001 à 2006, passant de 22,5 % à 24,1 % (voir graphique 13).

Graphique 13 – Importance relative des services moteurs dans l'emploi de chaque RMR



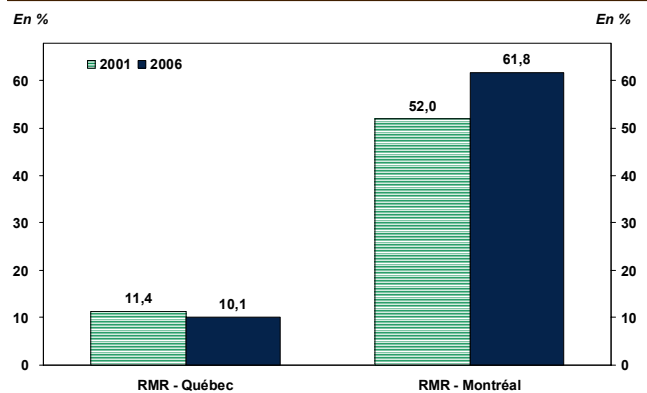
SOURCES ISQ ET DESJARDINS, ÉTUDES ÉCONOMIQUES

A priori, on pourrait croire que la région métropolitaine de Montréal est nettement favorisée. Cependant la croissance des services moteurs s'est produite en parallèle avec la baisse de l'emploi dans le secteur manufacturier, ce qui a pu faire gonfler l'importance relative du secteur moteur. En effet, le nombre d'emplois manufacturiers est passé en moyenne de 311 300 en 2001 à 268 400 en 2006 dans la région métropolitaine de recensement selon les estimés de Statistique Canada. Ainsi, le secteur de la fabrication a vu son importance relative passer de 18,1 % de l'emploi total de la RMR montréalaise en 2001, à 14,5 % en 2006.

Malgré le recul du secteur manufacturier, on ne peut nier la croissance de l'emploi dans les services moteurs, notamment dans les finances, les assurances et l'immobilier (+49 000 emplois en cinq ans) et l'information, la culture et les loisirs (+48 400 emplois en cinq ans) (voir tableau 4).

Autre élément à considérer, la concentration des services moteurs pour l'ensemble du Québec s'est accrue à Montréal durant la période considérée. Toujours selon les estimations de Statistique Canada, la part de la RMR de Montréal a

Graphique 14 – Répartition des services moteurs au Québec : la part de Montréal s'est accrue



SOURCES ISQ ET DESJARDINS, ÉTUDES ÉCONOMIQUES

**Tableau 4 – La croissance de l'emploi dans les services moteurs
 a été nettement supérieure à Montréal de 2001 à 2006**

Secteurs	<i>RMR* Québec</i>		<i>RMR Montréal</i>	
	<i>Niveau 2001</i>	<i>Var. 2001-2006</i>	<i>Niveau 2001</i>	<i>Var. 2001-2006</i>
Commerce de gros	11 000	+800	71 100	+15 800
Finance, assurances, immobilier	26 600	+3 400	80 600	+49 000
Services professionnels, scientifiques et techniques	24 500	-1 700	135 500	+24 400
Services aux entreprises	12 600	+200	60 500	+21 600
Information, culture et loisirs	13 400	+800	53 700	+48 400
Total services moteurs	88 100	+3 500	401 400	+159 200

* Région métropolitaine de recensement

SOURCES STATISTIQUE CANADA, ISQ ET DESJARDINS, ÉTUDES ÉCONOMIQUES

METTRE LA TABLE OU COMPARER L'INCOMPARABLE

Combien de fois la région de Montréal (région métropolitaine de recensement) est-elle plus grosse que celle de Québec ? La réponse dépend de l'aspect considéré. Les régions métropolitaines de Montréal et de Québec sont difficilement comparables. Toutefois, ce n'est pas parce que l'exercice est périlleux ou qu'il suscite du scepticisme qu'il ne doit pas être fait.

Le tableau ci-dessous permet de situer la taille brute des deux régions et de mesurer le rapport statistique entre Montréal et Québec.

**Tableau 5
 Une comparaison des deux RMR en 2006**

	<i>RMR* Québec</i>	<i>RMR Montréal</i>	<i>Montréal/Québec</i>
Population	723 263	3 666 280	5 fois plus à Montréal
Population active	397 400	2 026 700	5 fois plus à Montréal
Emplois	376 600	1 856 900	5 fois plus à Montréal
Emplois manufacturiers	41 900	268 400	6 fois plus à Montréal
Emplois services professionnels, scientifiques et techniques	22 900	159 900	7 fois plus à Montréal
Emplois en finance, assurance et immobilier	30 000	129 600	4 fois plus à Montréal

* Région métropolitaine de recensement

SOURCES STATISTIQUE CANADA, ISQ ET DESJARDINS, ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Une règle du pouce nous donne un ratio de cinq pour un. Cet estimé est valide pour un bon nombre de statistiques démographiques et pour les grands agrégats du marché du travail. Toutefois, on constate que le nombre d'emplois dans le secteur manufacturier est six fois plus important à Montréal. La région métropolitaine continue à distancer Québec à ce chapitre depuis déjà fort longtemps. De même, les emplois dans les services professionnels, scientifiques et techniques sont sept fois plus nombreux dans la métropole, conséquence du plus grand nombre d'universités, de la concentration des entreprises des sciences de la vie (bio et pharmaceutiques) et d'une présence plus grande des sociétés du secteur des technologies de l'information. Cependant, la balance ne penche pas d'un seul côté. Québec se distingue par une représentation plus forte des emplois dans la finance, l'assurance et l'immobilier. La présence de six sièges sociaux de sociétés d'assurance et d'une institution financière laisse une empreinte plus profonde dans l'emploi.

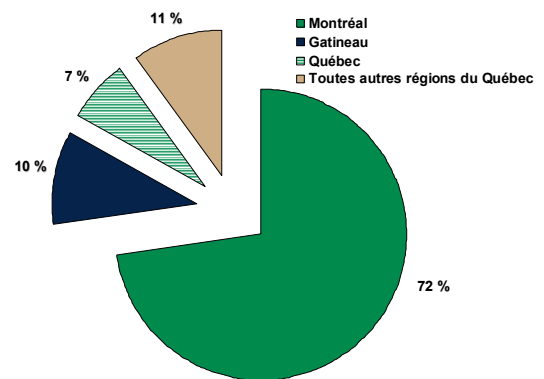
Bien qu'intéressante, cette comparaison demeure incomplète. Il s'agit en fait d'une analyse brute, qui ne révèle rien de la vitalité de chacune des régions. La comparaison des chiffres est en quelque sorte une photo. L'analyse présentée dans ce dossier vous propose de regarder un film : celui du dynamisme économique observé dans les régions de Québec et de Montréal au cours des cinq dernières années.

augmenté de 2001 à 2006. Elle atteignait 52 % en 2001 et 61,8 % cinq ans plus tard. Pour sa part, Québec est passée de 11,4 % à 10,1 % du total des emplois québécois dans les services moteurs (voir graphique 14). On attend beaucoup du secteur des services dans le prochaines années, notamment des services moteurs, pour faire croître l'emploi tant à Québec qu'à Montréal. Cette course à l'emploi fera sans contredit l'objet de rivalités entre les deux régions.

LE CAPITAL DE RISQUE : UN SECTEUR OÙ MONTRÉAL L'EMPORTE HAUT LA MAIN

Au cours des dernières années, Montréal a raflé la majorité des investissements en capital de risque en sol québécois. En 2006, le pourcentage a même atteint 72 % des sommes investies au Québec, selon le bilan annuel de Thomson Financial (l'équivalent de 72 % de 603 millions de dollars). La région de Québec n'a obtenu que 7 % du total, soit 10 fois moins. Fait à noter : les grands secteurs gagnants sont les sciences de la vie, qui sont majoritairement concentrées à Montréal, et les technologies de l'information. En cette matière, Montréal est bien en avant et réussit à s'imposer comme figure de proue de la recherche en biotechnologies. Cependant, on peut se demander si ces investissements se traduiront tôt ou tard en emplois additionnels et, ultimement, en création de richesse pour la région montréalaise, qui en a bien besoin.

Graphique 15 – Capital de risque 2006 : Montréal a la part du lion



SOURCE : THOMPSON FINANCIAL POUR RÉSEAU CAPITAL, FÉVRIER 2007

De toute évidence, la région de Québec ne peut gagner sur tous les tableaux à la fois. De son côté, Montréal a des atouts en main, mais on semble les avoir perdus de vue ces dernières années. On souhaiterait avoir récolté encore plus de fruits de ces forces dont dispose la métropole. Une première question se pose : la région sera-t-elle en mesure de faire valoir ces avantages dans les prochaines années afin de créer de la richesse ? L'interrogation qui lui est corollaire est : qu'est-ce qui empêcherait la région de le faire ? Ce sera l'objet du deuxième dossier de *Perspective*.

DOSSIER : ENJEUX

Par : Joëlle Noreau
 Économiste principale

Québec-Montréal, Montréal-Québec : même combat ?

La croissance économique de la région de Québec a surpassé celle de Montréal au cours des cinq dernières années. Toutefois, la région de la capitale pourra-t-elle garder le rythme encore longtemps ? On peut se demander si les deux régions partagent des défis communs. Quels sont les enjeux propres à chacune d'entre elles ? Que devra faire la région de Québec pour conserver le dynamisme qui l'a caractérisée ces dernières années ? Que faut-il à Montréal pour redorer son blason économique ? Peut-on être optimiste ?

DES DÉFIS PARTAGÉS

Du point de vue strictement économique, les deux régions devront affronter des défis communs au cours des cinq prochaines années, tout en continuant à générer de la croissance. Parmi ces défis, on note :

- le ralentissement du marché de l'habitation ;
- la mutation de la base industrielle de chacune des régions ;
- le relèvement de la productivité (tout aussi urgent à Montréal qu'à Québec, mais dans des secteurs d'activités différents) ;
- le rehaussement de la qualité et de la quantité d'infrastructures de transport, de communications et de services.

À ces défis d'ordre économique, s'ajoutent le vieillissement démographique et de la main-d'œuvre. Il faut noter qu'il se pose avec plus d'urgence à Québec (l'indice de dépendance, notamment). Une autre manifestation de ce phénomène inquiétant est la réduction du taux de remplacement. Il s'agit de mesurer si les 20-29 ans, qui entrent sur le marché du travail, sont assez nombreux pour remplacer les 55-64 ans qui, habituellement, s'en retirent. Un indice de 100 permet de supposer que le nombre de personnes qui entrent sur le marché du travail compense celui de ceux qui le quittent. On observe qu'à Québec et à Montréal, ce taux est en nette décroissance depuis 1986 (voir tableau ci-dessous).

Ce phénomène est préoccupant. Comment créer de la richesse sans travailleurs ? À la lumière des projections démographiques de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) et selon nos propres estimés, le taux de remplacement se détériorera dans les prochaines années si aucune mesure n'est prise. Signalons d'abord qu'il ne s'agit pas d'un problème

propre à la capitale et à la métropole ; il est présent partout au Québec. Une stratégie provinciale pourrait être retenue, mais l'urgence d'agir commande des initiatives, voire de l'audace, pour élaborer des solutions régionales rapidement. Ces mêmes tentatives pourraient ensuite servir de repères dans l'élaboration d'une politique provinciale plus vaste.

Tant à Montréal qu'à Québec, on associe étroitement la question de l'immigration à celle de la main-d'œuvre. Toutefois, la métropole et la capitale ont du chemin à parcourir. Nous y reviendrons plus loin.

En fait, la prospérité de ces deux économies reposera sur le tonus du marché du travail. La création d'emplois a toujours été au cœur de la croissance de Montréal et de Québec. Toutefois, la conservation des emplois est un défi qui s'ajoute, et il touche au premier chef le secteur manufacturier. En fait, la situation s'est passablement corsée depuis quelques années sur le marché du travail. Le maintien des emplois n'est qu'un des enjeux auxquels les régions doivent répondre. Il faudra en plus :

- attirer les entreprises, (donc prospecter les investissements) ;
- réussir à conserver la main-d'œuvre qualifiée qui est courtisée ailleurs sur le continent et un peu partout dans le monde ;
- attirer de nouveaux travailleurs qui voudront s'établir à Québec et à Montréal ;
- créer un climat d'affaires qui permettra aux entreprises en place de prospérer.

On ne le dira jamais assez : la main-d'œuvre qualifiée et en quantité demeure un facteur de localisation important pour les entreprises. Les régions de Québec et de Montréal devront trimer dur pour attirer de nouvelles entreprises en plus de conserver celles qui sont déjà établies. En fait, si, pour les cinq prochaines années, Québec et Montréal voulaient conserver le même rythme de création d'emplois qu'au cours des cinq années qui viennent de s'écouler (respectivement 11,2 % et 9,2 %), elles devraient générer respectivement une création annuelle moyenne nette de 8 440 et de 34 170 emplois (voir encart en page 16). Cette situation représente tout un défi qui n'est cependant pas impossible à relever, à condition de coordonner l'action, et il y a, pour le moment, loin de la coupe aux lèvres.

Tableau 6
Indice de remplacement*

	RMR** Québec	RMR Montréal
1986	224 %	280 %
1991	192 %	183 %
1996	164 %	158 %
2001	134 %	146 %
2006	113 %	127 %

* Représente la population des gens âgés de 20 à 29 ans / 55-64 ans X 100

** Région métropolitaine de recensement

SOURCES : STATISTIQUE CANADA, ISQ ET DESJARDINS



L'AUTODIAGNOSTIC DES DEUX RÉGIONS : LES DÉFIS PROPRES À CHACUNE

Les régions de Québec et de Montréal sont très lucides par rapport à leurs lacunes et aux défis qu'elles devront rencontrer dans un avenir rapproché. Depuis quelques années, elles ont procédé, chacune à leur manière, à des autodiagnostic par l'intermédiaire de portraits régionaux, de bilans ou d'événements visant à faire converger les efforts des différents acteurs économiques régionaux. L'ouverture et le caractère « grand public » de ces exercices ne laissent pas beaucoup de place à la complaisance ni au triomphe. Quelqu'un affichera toujours sa désapprobation vis-à-vis d'un portrait trop flatteur.

QUÉBEC : LES DÉFIS DE LA CAPITALE

Dans la région de Québec, le taux d'attraction des immigrants est en deçà des attentes. Dans un contexte où les besoins de main-d'œuvre qualifiée sont de plus en plus pressants, notamment en raison d'une population qui vieillit un peu plus rapidement, il est devenu impératif d'élaborer une stratégie d'accueil et de rétention plus musclée. Le dépôt d'un plan sur l'« établissement durable des personnes immigrantes dans la région de la Capitale-Nationale », en novembre 2006, semble prometteur ; permettra-t-il d'atteindre les objectifs ?

La relève entrepreneuriale est un phénomène dont on discute davantage à Québec qu'à Montréal. Les problèmes de formation et de rétention des jeunes pour prendre le relais aux commandes des entreprises sont plus fréquemment évoqués dans la région de Québec, bien que ce problème touche l'ensemble de la province.

Le bilinguisme, ou plutôt, le faible taux de bilinguisme, est un autre élément qui caractérise la région de Québec. On constate que le nombre de travailleurs et de candidats bilingues ne suffit pas à répondre à la demande. À la limite, cet élément peut constituer un frein à l'implantation d'entreprises. Cette lacune est mentionnée de plus en plus ouvertement dans les forums régionaux.

L'ouverture vers les marchés d'exportation est un autre défi qui se pose avec plus d'urgence à Québec. Même si un nombre grandissant de sociétés sont ouvertes sur l'étranger et que nombre d'entre elles constituent des références sur la scène internationale, celles qui exportent et qui sont établies dans la région de la Capitale-Nationale représentent moins de 5 % des entreprises exportatrices du Québec (Chaudière-Appalaches : un peu plus de 5 %) tandis que celles de l'Île de Montréal et de Laval comptent pour plus de 46 % du total québécois. Dans quelle mesure cela peut-il affecter la capacité de la région à se développer ? En fait, si l'on considère que la croissance de la population québécoise est inférieure à celle du Canada, elle-même relativement modeste, on ne peut asseoir une stratégie de croissance seulement en desservant les marchés régionaux. Dans la mesure où l'économie de la région de Québec veut créer des emplois, prospérer et demeurer un pôle d'attraction, elle doit afficher une croissance à laquelle d'autres entrepreneurs auront envie de s'associer. La prospection de marchés étrangers et l'exportation sont au nombre des solutions.

La région de Québec a beaucoup changé ces dernières années, de nombreux efforts de diversification économique commencent à porter leurs fruits. Il n'est jamais facile de travailler en équipe : on n'enterre pas du jour au lendemain des querelles municipales qui durent depuis des décennies. Cependant, il faut noter que la région de Québec ne détient pas l'exclusivité en cette matière au Québec. De plus en plus d'initiatives et de projets de développement sont proposés par des organismes régionaux. Peut-on dire que ce qui n'a pu être accompli par les structures municipales a été pris en main par d'autres instances ? Il serait un peu tôt pour le dire, mais on ne peut ignorer tous les efforts investis par les organismes. Sans le travail de ces derniers (p. ex. les chambres de commerce, PÔLE Québec Chaudière-Appalaches, les Centres locaux de développement [CLD], la Communauté métropolitaine de Québec [CMQ], la Conférence administrative régionale, le gouvernement du Québec par le Bureau de la Capitale-Nationale et les différents ministères), qui sont allés chercher l'appui des gouvernements, il aurait été difficile d'en arriver à des consensus dans la région autour de projets régionaux concrets (voir liste en page 17) ou d'identifier des créneaux d'excellence sans créer un tollé de protestations. Le soutien de centres de recherches uniques et de réputation internationale a également créé un sentiment de fierté. Ces multiples initiatives ont commencé à briser l'image de fonctionnaire de la région. Il s'agit toutefois d'un travail de longue haleine : il faut des succès pour maintenir ce souffle. À ce jour, la stratégie qui consiste à identifier et à mettre la pression sur la réalisation de projets concrets semble mobilisatrice.

MONTRÉAL : LES DÉFIS DE LA MÉTROPOLE

Dans le Grand Montréal, il y a également fort à faire. Les cinq dernières années ont été éprouvantes au chapitre de l'emploi dans le secteur manufacturier (pertes moyennes d'environ 43 000 emplois de 2001 à 2006). Ces années de difficultés ont aussi levé le voile sur les lacunes de la métropole. En fait, les constats sur les défis ou les enjeux pour Montréal ne manquent pas. De nombreux organismes ont présenté leur évaluation de la situation. Cependant, si beaucoup de jugements sont portés, les tiraillements sont tout aussi nombreux quant aux actions à prendre.

On parle souvent du trop faible nombre de travailleurs immigrants pour combler les emplois, et ce, malgré le fait que la région métropolitaine de Montréal reçoit plus 90 % des nouveaux arrivants au Québec. Est-ce seulement une question de nombre ? Réussit-on à garder les nouveaux venus ? La reconnaissance de la formation reçue à l'extérieur du Québec n'est-elle pas encore un cheval de bataille ? La réponse à cette question n'est pas que du ressort des régions, Montréal à elle seule, ne peut venir à bout de cet enjeu ; les ordres professionnels et le gouvernement du Québec doivent également s'en mêler.

Du même souffle, on craint les effets d'une population vieillissante. Jusque-là, rien de nouveau par rapport à la région de Québec. Cependant, Montréal ne se compare pas à la capitale, mais plutôt aux autres grandes villes nord-américaines. On s'inquiète de la perte du pouvoir d'attraction de la ville par

rapport à ses rivales sur le continent, mais également vis-à-vis des grands centres urbains qui sont de plus en plus nombreux partout sur la planète. La lutte pour attirer les investissements dépasse largement les limites du continent.

La qualité et la suffisance des infrastructures se posent avec plus de sévérité qu'ailleurs au Québec. Compte tenu de la pression croissante qu'elles subissent en raison de la multiplication des échanges commerciaux, de la croissance de la

population et de l'accélération de l'activité économique et humaine en général, leur désuétude s'est précipitée, notamment sur l'Île de Montréal. On ne peut penser à « remplacer » simplement les équipements actuels, dans la mesure où l'on est en concurrence avec les autres centres urbains de l'Amérique du Nord et du monde et que ces derniers augmentent leurs capacités d'accueil tant pour les résidents, les visiteurs que les entreprises. Dans la chasse aux investissements, la qualité des infrastructures joue un rôle considérable : il s'agit

LE MARCHÉ DU TRAVAIL SERA-T-IL À LA HAUTEUR DES ATTENTES ?

Au cours des cinq dernières années, la croissance de l'emploi a été de 11,2 % dans la RMR de Québec, et de 9,2 % dans la RMR de Montréal. Pour les cinq années après 2001, il s'est créé en moyenne 7 560 emplois annuellement dans la région métropolitaine de Québec et 31 400 emplois dans celle de Montréal. Pour atteindre le même rythme de croisière que Québec, Montréal aurait dû ajouter annuellement environ 38 000 emplois (soit environ 6 600 de plus qu'elle l'a fait).

Peut-on espérer que le rythme de création d'emplois de 11,2 % (celui de la RMR de Québec de 2001 à 2006) soit maintenu pour les cinq prochaines années ? Pour soutenir la cadence, il faudrait un ajout de 42 200 emplois dans la RMR de Québec de 2007 à 2011, soit environ 8 440 emplois par année. À Montréal, avec une croissance comparable de 11,2 %, il faudrait environ 208 000 nouveaux emplois, soit une moyenne approximative de 41 600 ajouts par année.

Est-ce réaliste de croire que le rythme de création d'emplois pourrait être maintenu dans un contexte où l'on pressent une réduction du nombre de travailleurs dans la fonction publique ? Selon Statistique Canada, le nombre d'emplois dans l'administration publique (à l'échelle fédérale, provinciale et municipale), excluant les travailleurs de la santé et de l'éducation, était de 78 500 dans la région métropolitaine et de 42 300 dans la région de la capitale (voir tableau 8). Si les départs à la retraite n'étaient comblés qu'à 50 % dans l'administration publique et qu'ils représentaient environ 5 % du total des employés de chacune des régions sur cinq ans, c'est 2 115 emplois de plus qu'il faudrait créer à Québec en cinq ans pour compenser ce recul, en plus des 42 200 déjà calculés afin de maintenir le rythme de croisière des dernières années. Si les pertes étaient principalement concentrées dans la région de Québec et qu'elles se chiffraient à 10 %, on compterait 4 230 emplois en moins dans les administrations publiques qu'en 2006. La région a-t-elle assez de ressort pour faire face à une situation semblable ?

À Montréal, c'est une perte de 3 925 emplois en cinq ans qu'il faudrait éponger si la réduction d'emplois dans les administrations publiques se chiffrait à 5 %. En cinq ans, la région a perdu 7 200 postes dans ce secteur, selon Statistique Canada, ce qui représente un recul d'environ 8,4 % par rapport au niveau de 2001.

À Montréal, ce ne sont pas les pertes d'emplois dans l'administration publique ou l'éducation qui menacent le plus la région, ce sont celles dans le secteur manufacturier. Pratiquement tous les secteurs sont exposés, du moins pour 2007 et 2008, années qui demeureront des années d'adaptation après les hausses successives du dollar canadien depuis 2003 et

l'avivement de la concurrence. En 2002, 2003, 2004, 2005 et 2006, environ 43 900 emplois ont disparu dans le secteur de la fabrication, ce qui représente une perte de 13,8 % par rapport au niveau moyen de 2001. À supposer que les pertes atteignent 5 % pour la période de 2007 à 2011, c'est 13 400 emplois qu'il faudrait combler en plus des 208 000 déjà requis pour atteindre un niveau de croissance total de 11,2 %, tel qu'il est mentionné précédemment. Si les pertes étaient plutôt de 10 % dans le secteur manufacturier, il faudrait alors 26 800 emplois de « remplacement ». Comment combler cet écart ?

Tableau 7
Scénarios de croissance de l'emploi de 2007 à 2011

	<i>RMR* Québec</i>	<i>RMR Montréal</i>
Emplois 2001 (en nombre)	338 800	1 700 000
Emplois 2006 (en nombre)	376 600	1 856 900
Croissance 2001-2006 (en %)	11,2	9,2
Croissance 2001-2006 (en nombre)	7 560	31 400
Emplois à créer annuellement d'ici 2011 pour soutenir une croissance de l'emploi de 11,2 % de 2007 à 2011, comme dans la RMR de Québec de 2001 à 2006	8 440	41 600
Emplois à créer annuellement d'ici 2011 pour soutenir une croissance de l'emploi de 9,2 % de 2007 à 2011, comme dans la RMR de Montréal de 2001 à 2006	6 930	34 170

* Région métropolitaine de recensement

d'une entreprise de séduction qui se joue à l'échelle de la planète et il faut être prêt.

Le vieillissement des équipements nécessitera des investissements considérables. La question du financement de ces investissements est au cœur de ces changements. La solution ne réside pas seulement dans l'adoption d'un « Montréal Act » à l'image de celui dont Toronto a bénéficié. Bien que séduisante, cette option ne pourra à elle seule venir à bout du problème du financement des infrastructures ou de l'amélioration du réseau de transport. Dans sa forme actuelle, le « Toronto Act », qui élargit le champ de taxation, ne rapporterait annuellement à la Ville-Reine que 50 millions de dollars s'il était totalement déployé. Ce 50 millions ne représente que 0,55 % du budget total de 9 G\$. Cette formule est intéressante, mais de toute évidence insuffisante. De plus, dans quelle mesure l'augmentation des taxes n'agira-t-elle pas comme un répulsif auprès des investisseurs et de la population ? En attendant, un octroi de 254 millions de dollars a été accordé à Montréal par les gouvernements québécois et canadien en février dernier, pour la réfection des infrastructures d'ici 2009. Cependant, on estime à 10 G\$ le montant qui devrait être investi d'ici 20 ans, seulement dans la réfection des aqueducs et des égouts. D'où proviendront les sommes dont la région a besoin pour éviter d'être déclassée par rapport à ses rivales ? Il faudra trouver une façon de financer ces travaux dont l'ampleur dépasse le cadre du budget de la Ville. Dans quelle mesure le fait d'accorder une aide particulière aux infrastructures sur l'Île de Montréal peut-il être perçu comme une amputation de l'aide aux municipalités environnantes et ailleurs au Québec ?

La région de Montréal a réussi à présenter une vision de ce qu'elle souhaite devenir d'ici 2025, et ce, malgré les nombreux

tiraillements entre les municipalités de la métropole. Le Plan de développement économique, « Cap sur le monde : bâtir une communauté compétitive, attractive, solidaire et responsable », réalisé par la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) et déposé en février 2005, est un exercice sérieux qui a eu le mérite de proposer un plan de travail. Toutefois, afin de créer des consensus ou d'organiser l'action, y a-t-il lieu de dresser une liste des priorités qui fera l'objet d'une adhésion des partenaires économiques ? En fait, on peut se demander qui acceptera d'être le maître du jeu et d'arbitrer les conflits que suscitera un tel exercice. Qui voudra porter l'odieux d'une décision qui ne fera pas consensus ? Devant l'urgence d'agir, y a-t-il encore de la place pour l'hésitation et pour les luttes intermunicipales ?

AU-DELÀ DES BATAILLES TERRITORIALES

En raison de la concentration de certains secteurs industriels dans le Grand Montréal, certains défis d'ordre sectoriels doivent être relevés. À certains égards, la Ville s'est donnée des outils. La stratégie des grappes industrielles (15 grappes, voir tableau 10) relancée par le plan de développement de la Communauté métropolitaine de Montréal en est une. L'aéronautique semble porter de nombreux espoirs, mais ce secteur ne pourra à lui seul apporter suffisamment de dynamisme pour colmater les pertes d'emplois dans le secteur manufacturier et créer plus d'une dizaine de milliers d'emplois. Les plus optimistes parlent de 2 000 à 3 000 emplois d'ici 2010.

D'autres secteurs ont le vent dans les voiles, mais auront besoin d'un soutien particulier. Bien que les sciences de la vie aient accaparé une part importante du capital de risque investi au Québec au cours des années passées (44 % dans les sciences de la vie, selon Thomson Financial, soit 263 millions de dollars dans 35 compagnies en 2006), les éléments d'une

Tableau 8
S'il y avait des pertes d'emploi dans certains secteurs d'ici cinq ans

	<i>Niveau de l'emploi en 2006</i>	<i>Si perte de 5 % de l'emploi d'ici 2011</i>	<i>Si perte de 10 % de l'emploi d'ici 2011</i>
RMR* Québec			
Administration publique (féd. + prov. + municip.)	42 300	(2 115)	(4 230)
Santé et ass. sociale	48 000	(2 400)	(4 800)
Serv. enseignement	27 200	(1 360)	(2 720)
Sous-total	117 500		
Total de l'emploi RMR de Québec	376 600		
% adm. + santé + enseigne.	31,2 %		
Manufacturier	41 900	(2 095)	(4 190)
RMR Montréal			
Administration publique (féd. + prov. + municip.)	78 500	(3 925)	(7 850)
Santé et ass. sociale	221 900	(11 095)	(22 190)
Serv. enseignement	132 500	(6 625)	(13 250)
Sous-total	432 900		
Total de l'emploi RMR de Montréal	1 856 900		
% adm. + santé + enseigne.	23,3 %		
Manufacturier	268 400	(13 420)	(26 840)

* Région métropolitaine de recensement

politique de l'innovation sont encore à définir. Le financement de la recherche universitaire en cette matière requiert encore des efforts. Ce secteur ne pourra non plus suppléer aux pertes d'emplois dans le secteur secondaire.

Le secteur des technologies de l'information arrivera en 2010 devant un dilemme : comment poursuivre la croissance alors que sera aboli le programme de crédits d'impôt sur les salaires ? Cette question dépasse largement les autorités métropolitaines, mais elle aura des répercussions sur l'emploi dans la région. Selon Techno Compétences, 45 % des PME œuvrant dans les technologies de l'information ne seront plus rentables, et on pourrait voir disparaître de 300 à 500 emplois dans le secteur des services scientifiques professionnels et techniques dans la région montréalaise. La politique de l'innovation déposée par le gouvernement du Québec (Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation), déposée en décembre 2006, sera-t-elle suffisante pour contrer l'effet de ressac appréhendé ?

L'AVENIR : UNE CROISSANCE QUI REPOSERA SUR QUELLES ASSISES ?

Les régions de Québec et de Montréal ont-elles en main des projets qui catalyseront les énergies des différents partenaires régionaux et qui permettront de soutenir la croissance économique à brève échéance ?

Rappelons qu'au cours des dernières années, le secteur du logement a littéralement propulsé les investissements. Dans certaines zones de la région de Montréal, la construction domiciliaire a constitué plus de 40 % de la valeur des investissements totaux (Monterégie, Laval et la couronne nord de l'île). À l'heure où le marché de l'habitation a commencé son ralentissement, comment Québec et Montréal combleront-elles ce recul ?

À Québec, les célébrations entourant le 400^e anniversaire de la ville ont accéléré la réalisation de travaux d'infrastructures d'envergure depuis deux ans. Il en sera de même pour 2007 et 2008. Cependant, au-delà de l'horizon 2008, on peut se

demander ce qui permettra à la région de poursuivre cet élan, même si les infrastructures, ainsi revampées, constitueront un atout pour la région. De plus, on craint que la croissance démographique, qui a joué pour beaucoup dans le succès de la région de 2001 à 2006, ne soit pas aussi puissante. Québec et sa région ont trouvé un moyen pour limiter l'effet de « lendemain de veille » qui pourrait être anticipé. Au-delà de l'identification de créneaux d'excellence (programme ACCORD), les intervenants régionaux ont choisi de déterminer des projets porteurs. L'exercice, le deuxième du genre, a été réalisé en mars 2007 et a permis l'identification de 15 projets jugés prioritaires par les gens d'affaires de la région (voir tableau 9). Il constitue, en quelque sorte, l'agenda de travail pour les deux prochaines années et pave la voie pour les prochains exercices. Toutefois, rien ne garantit que ces projets seront réalisés dans leur totalité.

On pourrait croire que l'approche par projet et la réalisation de consensus est beaucoup plus facile à Québec compte tenu de la taille de son agglomération, de la très forte homogénéité de la population et de la plus faible étendue du territoire qu'à Montréal. Toutefois, cette démarche s'apparente à celle qu'a adoptée Toronto il y a quelques années. Un groupe de gens d'affaires et de divers horizons a formé le Toronto City Summit Alliance (TCSA), une coalition pour réfléchir et agir sur les défis que doit relever la région. Le dépôt d'un premier document, *Enough talk : An action plan for the Toronto Region*, en 2003, a permis d'établir des projets concrets où des progrès peuvent être mesurés rapidement. Plusieurs initiatives ont émergé de ce groupe de travail multisectoriel. La philosophie de ce regroupement a été de ne pas essayer d'embrasser tous les défis en même temps. Leur initiative tient davantage du cri de ralliement que du cri d'alarme. Actuellement, neuf projets sont en route ou sur le point d'être complétés. Le comité est toujours actif et a tenu un forum à la fin de février 2007, sous le thème « Making Big Things Happen ».

À Montréal, les projets susceptibles de rassembler les énergies à brève échéance sont peu nombreux. La réalisation des deux pavillons du nouveau CHUM aura un effet non négligeable

Tableau 9 – Liste des projets retenus dans le cadre du forum économique 2007 pour la région de Québec

- 1 Le tramway de Québec – une vision moderne de la mobilité
- 2 Création d'un pôle d'excellence en technologie géospatiale
- 3 Le Diamant, lieu de diffusion artistique
- 4 L'impact économique de l'agrandissement de l'Hôtel-Dieu de Québec pour la région de Québec
- 5 Optique-photonique : le Centre de développement de l'Optique-Photonique (CedOP)
- 6 École nationale en divertissement interactif
- 7 Québec, port d'embarquement de croisières internationales
- 8 Agrandissement du Centre de foires de Québec
- 9 Cité de l'innovation
- 10 Technopôle Défense et Sécurité
- 11 Québec Cité sans fil
- 12 Incubateur d'entreprises en Sciences de la vie
- 13 Visites guidées des infrastructures du Pont de Québec
- 14 Mise sur pied du Sentier maritime du Saint-Laurent sur le territoire de la région de Québec/Chaudière-Appalaches
- 15 Québec, Pôle de compétitivité dédié aux logiciels libres

ble, mais compte tenu des délais qu'a subi le projet, l'enthousiasme n'y est plus. Dans l'immédiat, malgré des travaux d'infrastructure importants (réfections de routes, notamment) très peu d'éléments sont susceptibles de générer une croissance vigoureuse. Même si des projets résidentiels sont toujours en cours, ils n'auront pas l'ampleur de ceux des dernières années, on le sait, ce secteur a déjà culminé et il connaît une décélération.

En fait, de nombreux problèmes d'ordre structurel (infrastructures, notamment) et sectoriel (difficultés du secteur manufacturier : appréciation du huard, concurrence accrue) sont concentrés dans la grande région montréalaise et les autorités municipales ne disposent pas des leviers ni des mandats pour éliminer toutes ces entraves à la croissance. Cependant, Montréal a des lignes de force : elle dispose déjà d'un diagnostic, elle sait déjà où le bât blesse. Elle a réussi à faire naître une vision, elle compte des secteurs qui ont un potentiel de croissance important et dans lesquels elle exerce un leadership (sciences de la vie, aéronautique, technologies de l'information et des communications, pour ne nommer que ceux-là). Elle réussit à capter presque 75 % du capital de risque au Québec sans compter qu'elle regroupe un nombre important de centres de recherche et de sièges sociaux.

EN CONCLUSION

Les villes de Québec et de Montréal mènent-elles le même combat ? Oui, s'il s'agit de répondre à des défis de ralentissement démographique ou de décélération du marché de l'habitation. Dans le premier cas, il faudra miser sur l'innovation et la productivité. Quant aux problèmes sectoriels, les stratégies qui sont établies à l'échelle provinciale profiteront à toutes les régions, mais devront être appliquées de diverses façons, en fonction de la dynamique de chacune.

Par contre, il faut répondre non en ce qui a trait aux autres enjeux comme la qualité, la suffisance des infrastructures et leur financement. Par ailleurs, Montréal aura un plus grand défi du côté de l'intendance et du ralliement que Québec. Cette

Tableau 10
Les grappes métropolitaines

- Grappes de compétition**
 - Aérospatiale*
 - Sciences de la vie*
 - Technologies de l'information (TIC)*
 - Textiles et vêtements
- Grappes de rayonnement**
 - Culture (cinéma)*
 - Tourisme
 - Services
- Grappes de pointe**
 - Nanotechnologies
 - Matériaux avancés
 - Technologies environnementales
- Grappes de production**
 - Énergie
 - Bioalimentaire
 - Pétrochimie et plasturgie
 - Métallurgie
 - Papier et produits du bois

* Grappes structurées

SOURCE COMMUNAUTÉ MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL

dernière a démontré une capacité de concertation de ses acteurs économiques qui a donné des résultats intéressants. Il faut poursuivre sur cette lancée. Montréal a des atouts indéniables dont il faut tirer parti : l'apport en capital de risque et le consensus autour du diagnostic n'en sont que quelques exemples.

Enfin, s'il fallait ramener ce constat sous la loupe des économistes, on pourrait dire qu'en termes de PIB, la région de la capitale devrait s'en sortir avec une légère avance sur celle de Montréal au cours des cinq prochaines années.

Tableau 11
Des investissements pour Montréal

	Coût	Échéancier
Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM)	1,5 G\$	2007-2010
Centre universitaire de santé (CUSM) Université McGill (site Glen)	1,6 G\$	2005-2011
- Hopital des Schriners (investissement privé)	100 M\$	Non précisé
Centre hospitalier de Sainte-Justine	500 M\$	Non précisé
Quartier de la santé	900 M\$	
- Technopôle, Ville-Marie, le CHUM, Palais des Congrès et Développement Télémedia		Non précisé
Modernisation rue Notre-Dame Est	750 M\$	En démarrage
Échangeur Dorval	155 M\$	En développement
Autoroute Bonaventure (à l'intérieur de Vision 2025)	160 M\$	En projet
Tramways sur l'avenue du Parc	475 M\$	Sous étude
Tramways dans le havre de Montréal	À déterminer	Sous étude

SOURCE CHAMBRE DE COMMERCE DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN, AUTOMNE 2006

VITRINE INTERPROVINCIALE

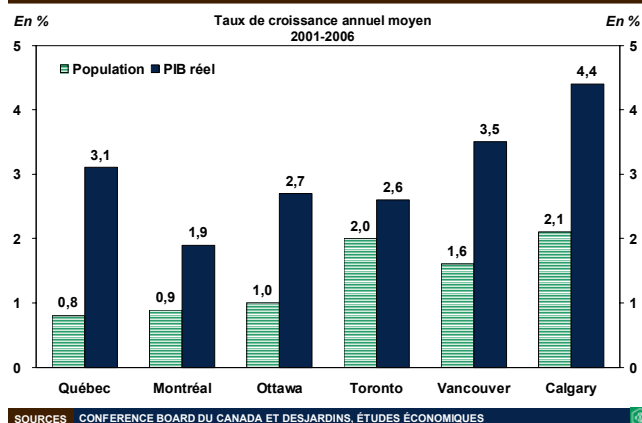
Par : Hélène Bégin
Économiste

Comment se positionnent Montréal et Québec par rapport aux grandes villes du pays ?

Depuis le début de la décennie, sur le plan économique, Montréal a perdu du terrain non seulement vis-à-vis de Québec, mais également en regard des principales villes canadiennes. La région métropolitaine de recensement (RMR) de Québec s'est même hissée au troisième rang au chapitre de la hausse du PIB réel, juste derrière Calgary et Vancouver. De 2001 à 2006, l'économie de Québec a progressé en moyenne de 3,1 % par année, loin devant Montréal (1,9 %), Ottawa (2,7 %) et Toronto (2,6 %). Deux villes, deux constats. D'une part, Québec excelle à plusieurs égards et résiste bien à la comparaison avec les principaux centres du pays. D'autre part, Montréal semble sur une pente descendante sur l'échiquier national, sur le plan économique.

Depuis 2001, la région de Québec s'est démarquée des principales villes canadiennes de façon positive en affichant la hausse la plus soutenue du PIB réel par habitant. Il s'agit là d'un signe de prospérité économique indéniable. Montréal se classe loin derrière, mais devance cette fois Toronto. Étant donné que la population augmente deux fois plus rapidement dans la ville Ville-Reine que dans la métropole québécoise, le potentiel de croissance du PIB réel y est par ricochet nettement supérieur. En effet, une progression plus rapide de la population stimule davantage l'économie, notamment par le biais des dépenses consommation et de la construction résidentielle. Comme la démographie et l'économie sont étroitement liées, il ne faut pas espérer que Montréal devance Toronto en termes de progression du PIB réel. L'évolution du PIB par habitant, qui tient compte de la démographie, donne donc un pouls plus juste des progrès économiques depuis 2001, et contribue à redorer un peu le blason de Montréal.

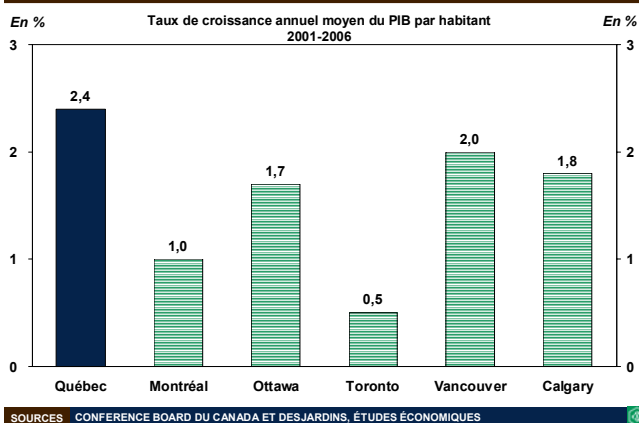
Graphique 16 – Québec : performance économique remarquable compte tenu de la croissance démographique



TAUX DE CHÔMAGE ÉLEVÉ À MONTRÉAL

La morosité du marché du travail du Grand Montréal contraste avec le dynamisme observé à l'échelle nationale. En effet, le taux de chômage est non seulement resté au-dessus des 8 % dans la métropole depuis 2001, mais il a fléchi presque partout ailleurs au pays. À Québec, le taux de chômage a chuté de 8,0 % à 5,2 % en cinq ans, la baisse la plus importante survenue parmi les principales villes canadiennes. Cette si-

Graphique 17 – Selon le PIB par habitant, Québec est en tête des six principales villes du pays

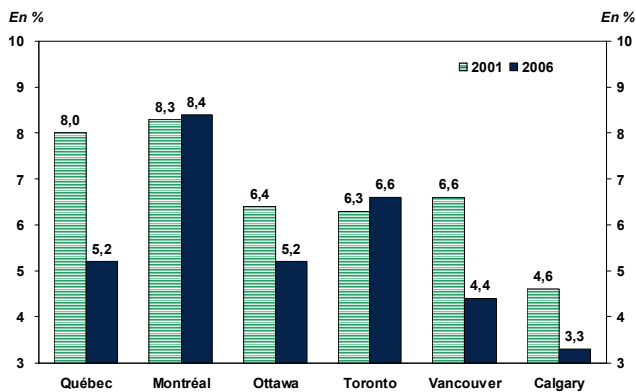


tuation, qui s'approche du plein emploi, tranche avec la léthargie observée du côté montréalais. Depuis 2001, la progression de l'emploi a été supérieure à 10 % dans les six plus grandes villes du pays, à l'exception de Montréal. La flambée des cours pétroliers a bien entendu avantagé Calgary, en plein boum économique. Vancouver a pour sa part profité de l'essor commercial des pays asiatiques, qui a stimulé non seulement les activités portuaires, mais aussi tout le secteur du transport et de l'entreposage. À plusieurs égards, la dynamique d'Ottawa s'apparente à celle de Québec. Le taux de chômage s'est également établi à 5,2 % en 2006 et la progression de l'emploi a été similaire depuis cinq ans. L'effet stabilisateur de la fonction publique, le poids relativement moindre du secteur manufacturier et l'importance accrue d'entreprises technologiques ont eu des répercussions positives dans les agglomérations de Québec et d'Ottawa depuis 2001.

LE SECTEUR MANUFACTURIER ÉCHAUDÉ À MONTRÉAL

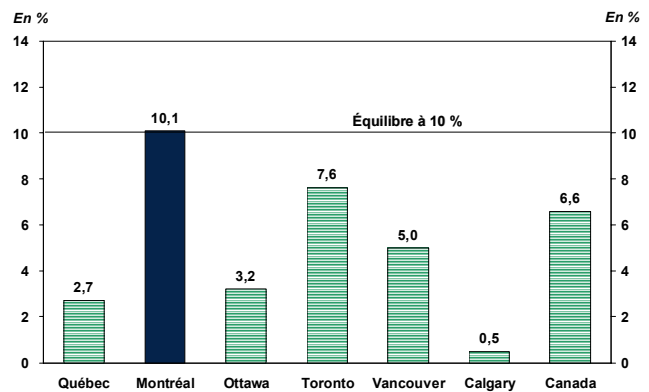
La contre-performance de Montréal coïncide avec l'ascension du dollar, qui est passé, en moyenne, de 0,65 \$ US en 2001, à 0,88 \$ US en 2006. La montée de la concurrence mondiale et l'augmentation des prix du pétrole n'ont évidemment pas facilité les choses. Étant donné qu'au début de la décennie, le poids de l'emploi manufacturier était relativement plus lourd à

Graphique 18 – La plus forte baisse du taux de chômage au pays depuis 2001 à Québec



SOURCES CONFERENCE BOARD DU CANADA ET DESJARDINS, ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Graphique 19 – Taux élevé d'inoccupation des édifices à bureaux au centre-ville de Montréal



SOURCES CB RICHARD ELLIS ET INSITE/ALTUS HELYAR

Montréal qu'ailleurs au pays, son économie a été frappée plus durement. La structure industrielle, qui se compose en outre de secteurs en déclin comme le textile et le vêtement, a également fragilisé l'économie montréalaise au cours des dernières années. Finalement, l'éclatement de la bulle technologique, en 2000, a porté un dur coup à la métropole. Le matériel de télécommunication, qui constituait le fer de lance des exportations québécoises au début de la décennie, s'est affaibli abruptement et a glissé du premier au quatrième rang des produits expédiés à l'étranger. Les embûches du secteur manufacturier ont donc été nombreuses depuis quelques années, ce qui a désavantagé Montréal par rapport aux autres grandes villes du pays.

LE DÉPART DE SIÈGES SOCIAUX AFFECTE MONTRÉAL

Par ailleurs, le secteur des services montréalais a été ralenti par la perte de 10 % des sièges sociaux d'entreprises canadiennes, de 1999 à 2005. Au-delà de l'image ternie, c'est toute la dynamique de la création d'emplois qui a été freinée par ces départs. Non seulement les sièges sociaux procurent des emplois bien rémunérés, mais ils donnent du boulot à de nombreux services professionnels (avocats, consultants, comptables, informaticiens, etc.) en plus de s'approvisionner auprès des fournisseurs locaux. Cette situation a contribué à maintenir le taux d'inoccupation des édifices à bureaux au-dessus du seuil d'équilibre de 10 % à Montréal. La phase de « surconstruction » survenue dans la métropole au début de la décennie n'a certainement pas aidé les choses. Les huit phases de la Cité du Multimédia, les deux phases de la Cité du commerce électronique et le nouveau siège social de la Caisse de dépôt et de placement du Québec ont gonflé l'offre d'espaces à bureaux sur le marché. La relance immobilière a par conséquent été remise à plus tard et se fait toujours attendre.

Ailleurs au pays, à l'image de la vitalité économique qui règne, plusieurs marchés vivent une pleine expansion. À Calgary, le taux d'inoccupation des immeubles à bureaux est si faible que les locaux des constructions à venir sont loués au complet

dans les semaines qui suivent la mise en marché. À Toronto, la forte demande pour les espaces de qualité dans le quartier des affaires devrait permettre d'ériger au moins trois nouvelles tours d'ici 2009. À Québec, bien que le taux d'inoccupation soit faible, les promoteurs font preuve de prudence. À défaut d'une hausse soutenue de la demande, plusieurs projets sont en attente de locataires d'envergure. Ainsi, la léthargie du marché immobilier de Montréal tranche avec l'essor de celui de plusieurs grandes villes au pays, un autre signe de fragilité économique.

En somme, à plusieurs égards, le bilan économique de Montréal à l'échelle du pays n'est pas très reluisant depuis le début de la décennie. Est-il possible de renverser la vapeur pour permettre à la ville d'afficher des résultats plus en ligne avec la réussite de Québec ? L'effritement de la position de la métropole sur l'échiquier national tire-t-il à sa fin ?

QUE SE PASSE-T-IL DERRIÈRE LE SUCCÈS APPARENT DES VILLES CANADIENNES ?

Le succès des grandes villes canadiennes peut faire des envieux, mais il a également un revers. Depuis quelques années, Toronto est moins prisée qu'elle l'était. Après avoir été la coqueluche, elle a commencé à être moins courtisée. On a observé que les gens d'affaires recherchaient un accès de plus en plus rapide à l'aéroport, des terrains moins chers pour s'établir et des édifices plus modernes que ceux offerts par la Ville-Reine... De son côté, Calgary commence à être victime de son succès : son taux d'inoccupation des édifices à bureaux est si bas qu'il crée de la surenchère. On pressent qu'à moyen terme, les effets de cette popularité auront un effet répulsif. Dans la mesure où les coûts continueront de monter, les gens d'affaires migreront... Certes, Toronto et Calgary ne seront pas détrônées à brève échéance par Montréal, mais tout comme Montréal et Québec, elles ont des défis à relever. Vancouver en pleine effervescence, Calgary ayant encore le vent en poupe pour le moment, Toronto disposant d'outils fiscaux plus nombreux que Montréal, il sera difficile à la région montréalaise de rattraper le peloton d'ici les prochaines années.

TABLEAUX DE PRÉVISIONS

Tableau 12
Québec : principaux indicateurs économiques

Var. ann. en % (sauf si indiqué)	Moyenne annuelle			
	2005	2006	2007p	2008p
Produit intérieur brut réel	2,2	1,7	1,3	2,3
Dépenses personnelles	3,3	3,0	2,8	2,7
Construction résidentielle	(1,8)	(1,5)	(1,3)	(4,3)
Investissement des entreprises	2,3	6,5	7,6	5,2
Variation des stocks (M\$ 1997)	2 996	1 446	750	1 700
Dépenses publiques	2,8	2,8	2,8	2,7
Exportations	3,1	3,1	1,3	3,2
Importations	5,3	4,1	3,8	4,2
Solde commercial (M\$ 1997)	(9 833)	(11 622)	(15 549)	(17 615)
Demande intérieure finale	2,6	2,9	3,1	2,6
Autres indicateurs				
Taux d'inflation	2,3	1,7	1,7	2,5
Revenu personnel disponible réel	1,2	3,1	4,2	2,4
Création d'emplois	1,0	1,3	1,2	1,5
Création d'emplois (en milliers)	37	48	45	55
Taux de chômage (en %)	8,3	8,0	7,8	7,6
Taux d'épargne personnelle (en %)	1,3	1,3	2,6	2,3
Ventes au détail	5,8	4,8	3,7	5,0
Meubles et app. ménagers	3,7	7,8	5,1	3,1
Ventes de véhicules neufs	0,7	(0,8)	(2,1)	1,3
Mises en chantier (en milliers)	51	48	43	38
Taux d'inoccupation* (en %)	2,0	2,5	3,2	3,5
Revente de maisons (en milliers)	71	73	71	66
Prix de vente moyen	7,9	5,1	2,8	2,3
Prix de vente moyen (en milliers \$)	185	194	200	204
Dépenses de rénovation	6,2	5,3	4,6	6,8

* Des logements locatifs

p : prévisions

SOURCES : STATISTIQUE CANADA, ISQ, SCHL, ACI ET DESJARDINS, ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Tableau 13
Canada : principaux indicateurs financiers

Fin de période en %	2006				2007				2008			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2p	T3p	T4p	T1p	T2p	T3p	T4p
Taux des fonds à un jour	3,75	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,75	4,75
Bons du Trésor												
3 mois	3,86	4,30	4,16	4,15	4,18	4,20	4,20	4,20	4,20	4,25	4,80	4,75
Obligations fédérales												
2 ans	3,99	4,41	3,91	4,02	3,98	4,20	4,15	4,20	4,30	4,45	4,90	4,90
10 ans	4,26	4,59	4,00	4,08	4,11	4,15	4,20	4,40	4,60	4,75	5,00	5,05
Écart entre les taux canadiens et américains												
3 mois	(0,77)	(0,71)	(0,73)	(0,87)	(0,86)	(0,90)	(0,60)	(0,55)	(0,55)	(0,55)	(0,25)	(0,50)
Dollar canadien												
Dollar américain (CAD/USD)	0,8559	0,8958	0,8945	0,8581	0,8669	0,8800	0,8900	0,9000	0,9100	0,9175	0,9200	0,9250

Canada

Indice S&P/TSX

 Résultat :
 12 908,39 (+14,5 %)

 Cible : 14 000 (+8,5 %)
 (fourchette : de 13 500 à 14 500)

 cible 15 750 (+12,5 %)
 (fourchette : de 14 500 à 16 500)

p : prévisions

SOURCES : DATASTREAM ET DESJARDINS, ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Tableau 14
Canada : principaux indicateurs économiques

Var. trim. ann. en % (sauf si indiqué)	Moyenne annuelle			
	2005	2006	2007p	2008p
Produit intérieur brut réel*	2,9	2,7	2,2	2,8
Dépenses personnelles	3,9	4,1	3,6	3,6
Construction résidentielle	3,2	2,4	(1,9)	1,1
Investissement des entreprises	9,4	9,2	6,1	4,1
Variation des stocks (G\$)	15,5	11,0	1,8	7,5
Dépenses publiques	3,3	3,8	2,9	3,2
Exportations	2,1	1,3	1,7	2,1
Importations	7,1	5,2	2,8	4,3
Demande intérieure finale	4,3	4,5	3,2	3,2
Autres indicateurs				
Revenu personnel disponible réel	2,5	4,8	3,0	1,6
Rémunération hebdomadaire	3,1	3,0	1,7	2,7
Emploi	1,4	1,9	1,8	1,9
Taux de chômage (en %)	6,8	6,3	6,3	6,1
Mises en chantier (1)	226	227	212	195
Profits des entreprises*** (2)	10,6	5,7	3,1	4,9
Taux d'épargne personnelle (en %)	1,2	1,8	0,9	(0,8)
Taux d'inflation global (2)	2,2	2,0	1,8	2,7
Taux d'inflation de base** (2)	1,6	1,9	2,0	1,7
Solde budgétaire fédéral (G\$) (3)	1,9	7,6	8,0	6,3
Solde au compte courant (G\$)	31,8	24,3	7,5	3,8

* \$ 1997 ** Excluant aliments et énergie *** Avant impôts

(1) Milliers d'unités à rythme annualisé (2) Glissement annuel (3) Comptes nationaux

p : prévisions

SOURCES STATISTIQUE CANADA, SCHL ET DESJARDINS, ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Tableau 15
Ontario : principaux indicateurs économiques

Var. trim. ann. en % (sauf si indiqué)	Moyenne annuelle			
	2005	2006	2007p	2008p
Produit intérieur brut réel	2,8	1,9	1,6	2,8
Dépenses personnelles	3,7	3,5	3,3	3,1
Construction résidentielle	1,8	0,5	(1,7)	(0,9)
Investissement des entreprises	8,6	10,4	6,4	5,3
Variation des stocks (M\$ 1997)	4 594	3 888	300	2 325
Dépenses publiques	3,1	4,1	3,3	2,9
Exportations	1,7	0,5	1,3	2,2
Importations	4,1	3,8	2,4	3,2
Solde commercial (M\$ 1997)	38 367	28 894	25 962	23 454
Demande intérieure finale	3,8	4,0	3,4	3,1
Autres indicateurs				
Revenu personnel disponible réel	1,9	3,7	2,8	2,0
Création d'emplois (en milliers)	81	95	94	114
Emploi (var. en %)	1,3	1,5	1,5	1,7
Taux de chômage (en %)	6,6	6,3	6,5	6,3
Mises en chantier	78 795	73 417	66 000	62 000
Taux d'épargne personnelle (en %)	1,6	1,6	1,0	0,0
Taux d'inflation global	2,2	1,8	1,7	2,5
Rémunération hebdomadaire (\$)	764	782	801	821

p : prévisions

SOURCES STATISTIQUE CANADA, MFO, SCHL ET DESJARDINS, ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Tableau 16
Canada : principaux indicateurs économiques par province

	2004	2005	2006	2007p	2008p
Moyenne annuelle en % (sauf si indiqué)					
Croissance du PIB réel*	3,3	2,9	2,7	2,2	2,8
Atlantique	1,1	0,9	2,0	2,9	2,3
Québec	2,7	2,2	1,7	1,3	2,3
Ontario	3,2	2,8	1,9	1,6	2,8
Manitoba	2,5	2,7	3,3	2,8	3,1
Saskatchewan	3,3	3,1	0,4	1,8	2,2
Alberta	5,4	4,6	6,8	4,5	4,1
Colombie-Britannique	4,6	3,7	3,6	3,1	3,2
Taux d'inflation*	1,9	2,2	2,0	1,8	2,7
Atlantique	1,7	2,7	1,9	1,3	2,1
Québec	1,9	2,3	1,7	1,7	2,3
Ontario	1,9	2,2	1,8	1,7	2,5
Manitoba	2,0	2,7	1,9	1,4	2,8
Saskatchewan	2,2	2,3	2,0	1,5	2,7
Alberta	1,4	2,1	3,9	3,0	3,5
Colombie-Britannique	2,0	2,0	1,7	1,5	2,9
Création d'emplois*	1,8	1,4	1,9	1,8	1,9
Atlantique	2,0	0,2	0,5	0,9	1,1
Québec	1,4	1,0	1,3	1,2	1,5
Ontario	1,7	1,3	1,5	1,5	1,7
Manitoba	1,1	0,6	1,1	1,5	1,4
Saskatchewan	0,8	0,8	1,7	1,4	1,6
Alberta	2,4	1,5	4,8	4,0	3,6
Colombie-Britannique	2,4	3,3	3,0	2,8	2,3
Taux de chômage*	7,2	6,8	6,3	6,3	6,1
Atlantique	10,7	10,4	9,8	9,4	9,2
Québec	8,5	8,3	8,0	7,8	7,6
Ontario	6,8	6,6	6,3	6,5	6,3
Manitoba	5,3	4,8	4,3	4,2	4,1
Saskatchewan	5,4	5,1	4,7	4,5	4,3
Alberta	4,6	3,9	3,5	3,4	3,3
Colombie-Britannique	7,2	5,9	4,8	4,7	4,7
Ventes au détail*	4,7	6,1	6,4	4,0	5,5
Atlantique	1,8	3,6	5,3	2,1	4,3
Québec	4,2	5,8	4,8	3,7	5,0
Ontario	3,2	4,7	4,1	3,4	4,8
Manitoba	6,7	6,4	6,0	4,2	5,5
Saskatchewan	4,1	7,5	6,0	4,0	5,0
Alberta	10,3	12,1	16,1	6,0	7,0
Colombie-Britannique	6,3	5,7	6,4	4,2	6,0
Mises en chantier* (milliers d'unités annualisées)	233,4	225,5	227,4	212,3	195,0
Atlantique	12,5	12,1	12,0	11,5	10,4
Québec	58,4	50,9	47,9	43,0	38,0
Ontario	85,1	78,8	73,4	66,0	62,0
Manitoba	4,4	4,7	5,0	4,9	4,6
Saskatchewan	3,8	3,4	3,7	3,5	3,3
Alberta	36,3	40,8	49,0	47,9	44,7
Colombie-Britannique	32,9	34,7	36,4	35,5	32,0

* Données pour le Canada

p : prévisions

SOURCES : STATISTIQUE CANADA, SCHL ET DESJARDINS, ÉTUDES ÉCONOMIQUES



Desjardins
Études économiques

www.desjardins.com/economie